

**Haïti - MINUJUSTH - Intervention
du représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 03 avril 2018)

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer par féliciter chaleureusement la présidence néerlandaise du Conseil de sécurité pour son excellent travail au mois de mars et exprimer, au nom de la France, notre plein et entier soutien à la présidence péruvienne.

Je remercie le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, pour sa présentation très éclairante de la mise en oeuvre du mandat de la mission des Nations unies pour la Justice en Haïti, la MINUJUSTH. La France s'associe à la déclaration du représentant de l'Union européenne et à celle du représentant du Canada prononcée au nom des amis du groupe d'Haïti.

Monsieur le Président,

Après le travail remarquable effectué par les femmes et les hommes de la mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, la MINUSTAH, souvent au péril de leur vie - comme ce fut le cas lors du tremblement de terre de 2010 -, la MINUJUSTH a pris le relais en se focalisant sur trois tâches : le renforcement de la police nationale haïtienne, celui de l'Etat de droit, et le suivi de la situation des droits de l'Homme. Je souhaiterais revenir brièvement sur ces trois axes de l'action de la MINUJUSTH.

1/ Le premier point que je souhaite aborder porte sur le renforcement et le rôle de la police nationale haïtienne. La stabilité du pays repose sur sa capacité à former et maintenir opérationnels des effectifs de police en mesure de contribuer à la construction de la paix sociale. C'est leur présence sur le terrain qui souvent permet d'apaiser les tensions. Nous le constatons avec la diminution significative des crimes. Afin de maintenir cette tendance positive, la MINUJUSTH doit avoir les moyens d'accompagner dans les meilleures conditions cette force de police lors de ses opérations sur le territoire haïtien, y compris avec l'appui de capacités aériennes et médicales.

Ce soutien international ne représente néanmoins qu'une transition vers une pleine appropriation par les autorités haïtiennes du maintien de l'ordre public. En effet, tous les efforts de la mission des Nations unies vont désormais dans le sens d'une police nationale progressivement capable de remplir ses missions de manière autonome, sans soutien international, de la prise de décision jusqu'au déploiement des policiers sur le terrain. Il

appartient donc au gouvernement haïtien de s'appuyer sur la formation réussie de plus de 15.000 policiers afin de garantir l'ordre et la justice.

2/ La deuxième partie du mandat de la MINUJUSTH relève du renforcement de l'Etat de droit sur lequel repose la stabilité sociale, économique et politique du pays. Nous saluons le travail de rédaction et d'adoption des textes législatifs réalisé conjointement par le gouvernement et le Parlement haïtiens en 2017. La France apportera une attention particulière aux prochaines étapes, en particulier le vote d'un code pénal et d'un code de procédure pénale, qui seront déterminantes avant la fin du mandat de la MINUJUSTH.

Comme pour la police nationale haïtienne, les succès engrangés grâce au soutien international, y compris les bons offices de la représentante spéciale, dépendent désormais de la volonté des autorités haïtiennes de s'approprier le travail réalisé jusqu'à maintenant. Cet engagement politique est crucial dans la lutte contre le fléau de la corruption, qui affaiblit la démocratie. Nous saluons les annonces du gouvernement haïtien, notamment sur la corruption, et l'encourageons à prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer l'Etat de droit. C'est en effet l'une des conditions du développement du pays.

3/ Enfin, je terminerai sur les droits de l'Homme, qui sont la clé de voûte du maintien de la paix et de la sécurité en Haïti. Tous les objectifs que la communauté internationale s'est fixée dans ce pays - renforcement de la police nationale haïtienne, renforcement de l'Etat de droit, développement soutenable du pays - sont tributaires en effet d'une politique active et ambitieuse en matière de droits de l'Homme.

La France appelle à un suivi attentif de ce sujet majeur lors de la mise en oeuvre du mandat de la MINUJUSTH, en ayant toujours à l'esprit l'objectif d'une appropriation par les autorités et la société civile haïtiennes, seule garante des progrès qui peuvent être accomplis dans l'ensemble des thématiques relatives aux droits de l'Homme. Je n'en citerai que quelques-unes : l'amélioration du système pénitentiaire, la défense des droits des femmes, le respect des droits des citoyens haïtiens face à l'Etat.

Les Nations unies ont également leur rôle à jouer, bien sûr, et devront continuer à veiller attentivement à la lutte contre les atteintes sexuelles en particulier.

En conclusion, Monsieur le Président, nous appelons au renouvellement du mandat de la MINUJUSTH avant d'entamer une transition vers une nouvelle forme de la présence de l'ONU en Haïti. Les Nations unies, comme la France, continuent et continueront de se tenir aux côtés du peuple haïtien dont le courage face à l'épreuve mérite notre plus grande admiration. Nous n'oublions pas à cet égard les souffrances endurées à la suite de la tragique épidémie de choléra, sur le point désormais d'être éradiquée. Au vu des progrès accomplis ces dernières années dans de nombreux domaines, telle doit être notre ambition partagée : celle d'un Haïti stable, résolument engagé sur la voie du développement.

Je vous remercie./.